

## Lionel Zinsou

### Un conseiller des Princes

9 mai 2008, Paris (France). Propos recueillis par Eyoum Nanguè et Anne Perrin.



#### Présentation

Né il y a 53 ans à Paris d'un père béninois et d'une mère française, Lionel Zinsou avait 17 ans lorsque le Dahomey est devenu la République populaire du Bénin. Il a été coupé de son pays pendant 20 ans et a eu une brillante carrière en France après son diplôme de l'École Normale Supérieure de Paris. Agrégé de Sciences économiques, d'Histoire économique et d'Économie du développement, il a été enseignant, consultant pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), chargé de mission auprès de deux ministres français chargés de l'Économie (Laurent Fabius et Pierre Dreyfus). Il s'est également impliqué dans le secteur privé, comme directeur du développement chez Danone, spécialiste des fusions/acquisitions à la banque Rothschild et depuis le 1er juin 2008, co-directeur général de Paribas Affaires Industrielles. Il est membre du conseil d'administration du quotidien français Libération. Au Bénin, Lionel Zinsou est opérateur économique - à travers une entreprise, la CSEB (Compagnie de service des entreprises du Bénin qui est une société de nettoyage industriel, gardiennage, infographie) - et culturel - à travers la Fondation Zinsou, qui gère de l'événementiel artistique et muséologique. Depuis quelques mois, Lionel Zinsou est également conseiller spécial du président béninois Yayi Boni. C'est donc une personnalité profondément impliquée dans le monde des affaires et la gestion des affaires publiques et privées qui donne ici un point de vue très nuancé sur une grande variété de sujets.

---

#### Quel regard portez-vous sur la presse africaine ?

La presse est une industrie très difficile dans le monde. En Afrique, ce secteur est soumis à davantage de contraintes. Le niveau de vie fait que le prix de vente reste cher pour les lecteurs. Il y a également le problème de la manne publicitaire qui n'est pas énorme, celui de la rareté des points de vente et de l'absence de relais Internet. De plus, elle a plus de mal qu'ailleurs à défendre son indépendance. La presse africaine a un business modèle fragile, mais compatible avec la liberté utile pour la construction d'un État de droit.

---

#### Votre implication dans le domaine culturel est-elle œuvre de mécénat ou vient-elle du fait que c'est un secteur rentable ?

En tant qu'observateur, je peux dire que le marché des arts premiers africains est en pleine expansion et très dynamique, au point que certains objets ont été vendus plusieurs millions d'euros. Par contre l'engouement pour l'art contemporain commence seulement, sur certaines grandes places : Paris avec la Foire Internationale d'Art Contemporain (FIAC), Bâle (Art Basel), Miami (Art Miami). Dans ce monde, quelques artistes africains tracent la route - Romuald Hazoumé, Ousmane Sow, Barthélemy Togo, Chéri Samba - qui sont recherchés partout dans le monde. Cependant, il n'existe pas encore de marché domestique pour l'art contemporain africain comme c'est le cas pour l'Asie, la Chine ou la Russie.

La fondation Zinsou n'a pas le droit de gagner de l'argent, de par son statut. On n'intervient pas dans le marché de l'art. Nous ne sommes pas une galerie. Nous avons décidé de nous faire reconnaître comme musée pour parvenir à des échanges de collections avec d'autres musées, le musée du Quai Branly à Paris, le musée du Jardin Botanique de Bruxelles, le British Museum à Londres, etc. Au niveau ouest-africain, nous sommes en rapport avec les conservateurs de la Biennale de la photographie de Bamako.

Notre but est aussi de rapprocher les œuvres du public. Par exemple, nous avons fait venir 64 œuvres du peintre d'origine haïtienne Jean-Michel Basquiat. Cela nous a permis de montrer au public l'univers de l'Amérique des années 70/80 autour du jazz, de la boxe, etc. Des milliers de jeunes de Cotonou sont venus avec leurs bombes à graffitis « faire du Basquiat » ; il s'est organisé un festival de hip-hop devant le mur ; les jeunes de 4 à 24 ans étaient complètement enthousiastes. Autre exemple : l'exposition du photographe malien Malick Sidibé a réalisé 500 000 entrées en 3 mois.

Notre succès tient à une bonne communication, mais également au fait que nous faisons venir des scolaires. Pour cela, nous travaillons avec une équipe pédagogique qui encadre des écoliers. Les élèves font ensuite venir leurs parents. C'est ainsi qu'on voit les vendeuses du marché, des conducteurs de zémidjans (*motos-taxis caractéristiques de Cotonou*). Certains ont été sceptiques à l'idée que les Béninois puissent s'intéresser à l'art contemporain. Mais le succès a été énorme. Il y a vraiment un public pour ce type de manifestations. En trois ans, nous avons accueilli deux millions de visiteurs.

Pour chaque exposition, nous communiquons en publiant des encarts dans la presse locale béninoise et nous éditons un journal. Enfin, notre fondation a aussi vocation à soutenir la vitalité de centaines d'artistes locaux. Nous préparons une exposition autour de l'art bariba du Bénin. Au total nous avons une cinquantaine de salariés. 20 à 25 % de notre budget proviennent du mécénat d'entreprises locales.

---

*Homme à la double culture, avec votre rationalité d'économiste et de banquier, que pensez-vous du vaudou ? Les religions traditionnelles peuvent-elle contribuer au développement ?*

---

Le vaudou est central aussi bien dans la culture que dans le quotidien des Béninois. En réalité, beaucoup de gens pratiquent le syncrétisme. C'est-à-dire qu'ils sont à la fois adeptes du vaudou et de religions comme le christianisme et l'islam. Le vaudou permet la compréhension de l'origine africaine, la filiation et la parenté avec les autres animismes. Il est porteur d'un héritage culturel extrêmement riche et explique certains rapports entre l'Afrique et les Caraïbes.

Une anecdote : lors de sa visite au Bénin en février 2008, le président Bush s'est dit très surpris de découvrir que le Bénin était la source du vaudou. Il pensait que c'était Haïti et le Brésil. Il a souhaité qu'avant la fin de son mandat, on puisse organiser à la Nouvelle Orléans une exposition sur ce thème. Nous avons, à la Fondation, réalisé récemment une exposition photo présentant les grands initiés et leurs fétiches. Cette exposition a été très controversée, mais a connu un grand succès. Elle a été demandée à Bruxelles et on envisage de l'envoyer à Atlanta, aux États-Unis.

---

*Nous allons parler de la région Afrique de l'Ouest. Pensez-vous que l'intégration régionale est un facteur de paix pour les pays ouest-africains ? Peut-elle favoriser la mise en place et la stabilisation de la démocratie ?*

---

La paix n'est pas une donnée d'avance. C'est un combat et l'intégration est un facteur de développement économique. Tout est lié. Par exemple, le traité sur l'harmonisation du droit des affaires (l'OHADA) conduit à la stabilisation de la région et donc à une dynamique de paix.

À titre d'illustration, il n'y a théoriquement pas de barrière tarifaire quand 50 % de la valeur ajoutée est réalisée sur un pays de la CEDEAO. Mais la réalité est plus compliquée, car pour parcourir les 400 kilomètres qui séparent Lagos d'Accra, on doit affronter trois frontières et plus de cinquante barrages policiers qui sont autant d'obstacles non tarifaires sur une distance qu'on effectue, par avion, en 25 minutes.

Il y a un début de prise de conscience, par les autorités, du potentiel fantastique de cette zone et de ses atouts, notamment avec l'axe qui va du Nigeria à la Côte d'Ivoire. À l'horizon 2030, cette ligne Grand Lagos - Abeokuta - Ibadan - Porto Novo - Cotonou - Lomé - Tema - Accra - Abidjan - San Pedro va se transformer en mégalopole continue. Ce sera un bassin de consommation très important, très facile à relier à partir des ports clés : Lagos, Cotonou, Abidjan, San Pedro, Tema, Lomé. Dans vingt ans, mes enfants iront de Lagos à Abidjan en 2 - 3 heures, en train à grande vitesse.

Le scénario moins reluisant et possible aussi serait que l'on ne s'occupe pas du développement de cette zone. Cet axe pourrait alors se transformer en un immense bidonville, avec des problèmes de sécurité, d'assainissement, etc.

---

*La croissance de la région n'a pas permis une réduction tangible de la pauvreté. Quand et comment les fruits de cette croissance seront-ils ressentis par le plus grand nombre ?*

---

Il faut reconnaître que, dans la zone CEDEAO, la croissance démographique, de 2-3 %, est exceptionnelle. On ne peut avoir les moyens de redistribuer que lorsque la croissance est supérieure à la croissance démographique. En Afrique, dès que l'on fait moins de 3 % de croissance, la population s'appauvrit.

Cela dit, on ne peut pas opposer la croissance au développement. La croissance ce n'est pas le développement, ce n'est pas mécanique. Mais il est clair que, en Chine, en Inde et en Afrique, les gens qui franchissent le seuil de « pauvre » à « moins pauvre » sont de plus en plus nombreux. Ça ne se voit pas. Mais il faut parfois poser un regard différent sur les faits.

Si les témoins sensibles estiment que les embouteillages monstres des villes d'Afrique sont le signe que les choses vont mal (pollution, mauvaise gestion des villes, etc.) rares sont les observateurs qui en déduiront que ces mêmes embouteillages sont une preuve de l'augmentation du parc automobile, c'est-à-dire de l'augmentation du niveau de vie des populations.

Autre cas : l'exode rural. On le présente comme une calamité, alors qu'il résulte simplement des gains de productivité dans l'agriculture. C'est un fait incontournable qui veut que les gains de productivité agricole remplissent les villes. Et les gens vont vers l'emploi et renvoient l'argent au village. Ils vont vers le revenu et font jouer les mécanismes de la solidarité. Partout dans le monde le secteur des services progresse, ainsi que l'industrie. C'est la condition de l'enrichissement.

Autre domaine : celui de la gouvernance où les États de la CEDEAO ont réalisé des progrès importants. L'équilibre des finances publiques et la diminution spectaculaire de la dette intérieure de la plupart des pays de la CEDEAO l'attestent.

Il est vrai qu'il y a eu les émeutes de la faim et la question du pouvoir d'achat. En Afrique, les dépenses alimentaires représentent entre 40 et 50% du budget des ménages contre 17% en Europe. Une augmentation de 20% du prix des denrées diminue le pouvoir d'achat de manière plus drastique. Mais on doit voir que la hausse des prix des produits agricoles c'est aussi, parallèlement, les revenus des producteurs de céréales et de produits vivriers qui augmentent.

---

*L'intégration régionale peut-elle être un moteur pour l'investissement étranger ? Quels sont selon vous, les secteurs économiques d'avenir pour une région où l'économie informelle occupe une place importante ?*

---

Les investisseurs sont peu intéressés par des marchés minuscules, car les marchés fragmentés ne sont pas rentables. Il n'y a pas de solutions techniques en industrie pour la production de faibles quantités.

Outre les télécoms, les secteurs d'avenir au niveau de la CEDEAO sont ceux qui présentent un bilan coût/bénéfice positif, à savoir :

- Les services financiers (l'Afrique a un taux de bancarisation de 10 à 15%) ;
- Les productions orientées vers les services à la ville (traitement des eaux, électricité, immobilier, logements sociaux) ;
- L'agriculture et l'élevage qui sont les plus grands consommateurs de capital.

L'économie informelle tend à diminuer. La dynamique du secteur moderne va, petit à petit, faire passer des entreprises de l'informel vers le formel. Dans le secteur des télécommunications par exemple, les évolutions sont frappantes : des entreprises géantes sont apparues au cours des 10-15 dernières années. Nombre de leurs fournisseurs sont encore dans l'informel, mais beaucoup sont passés dans le secteur formel. Cela étant, il demeure de nombreux domaines pour lesquels passer dans le secteur formel n'est pas intéressant. Il faut atteindre une certaine taille pour voir la nécessité du passage au formel (qui permet, entre autres avantages, l'accès au crédit bancaire...).

---

*La cohabitation de plusieurs monnaies au sein de la CEDEAO est-elle un handicap pour le développement de la zone ? La convergence monétaire est-elle possible ?*

---

Objectivement, il est bien qu'il y ait une zone monétaire structurée comme la zone franc. Cela facilite les échanges.

Une union douanière est un facteur d'attraction pour l'investissement et diminue le risque de change. Cependant, à l'intérieur de plusieurs unions économiques, plusieurs monnaies peuvent cohabiter : c'est le cas pour l'Union européenne, le Mercosur, la SADC, etc.

Lorsque les économies ne sont pas très convergentes et qu'il y a une différence des structures de prix relatifs (par exemple la différence entre le salaire minimum au Bénin et en Côte d'Ivoire), techniquement ce n'est pas simple. Le danger serait de faire une zone monétaire sans convergence.

Il faudrait en premier lieu pouvoir utiliser une partie des surplus des pays les plus nantis au profit de ceux qui ont le plus de difficultés. Ensuite faciliter les transferts au sein de la région. C'est plus facile de le faire entre pays riches qu'entre pays inégalement pauvres mais qui ont des besoins importants de développement. Derrière ces mesures, il faut une vraie volonté politique.

---

*L'arrivée de la Chine comme investisseur en Afrique de l'Ouest représente-t-elle un risque ou une richesse ? Certains arguent que l'arrivée de la Chine constitue une nouvelle forme de colonisation de l'Afrique, qu'en pensez-vous ?*

---

La Chine est un partenaire économique très important pour tous les pays du monde. Elle est en train de devenir le premier partenaire de chaque pays de la CEDEAO. Il est positif pour tout pays de diversifier ses partenaires. La Chine ne constitue pas une menace pour l'Afrique. C'est un investisseur, un client et un partenaire.

La Chine représente une opportunité de croissance, qui investit dans le pétrole, les mines et les services financiers en Afrique du Sud et au Nigeria. La Chine apporte un supplément de demande. Les échanges entre l'Afrique et la Chine sont relativement équilibrés, à la différence de ceux entre les États-Unis et la Chine qui penchent au profit de Beijing.

On ne peut pas parler de nouvelle colonisation dans la mesure où il n'y a pas de domination politique. Certains parlent de pillage des richesses africaines par la Chine. La question est la suivante : y a-t-il vol ? Paie-t-on les ressources à leur prix ? Il faut se demander si l'échange économique est équitable, et si le prix fixé pour les transactions permet de reconstituer les ressources. La Chine est un client de l'Afrique et non pas un pillard.

Pour la mise en exploitation des mines de charbon au Nigeria, la Chine va investir plusieurs dizaines de millions de dollars, et pour l'extraction du minerai de fer au Gabon, elle va déboursier 3 milliards de dollars. La Chine est aussi le premier client du coton africain.

---

*On parle aussi de la propension de la Chine à ne pas utiliser la main-d'œuvre locale dans ses chantiers africains !*

---

J'ai discuté de cette question avec l'ambassadeur de Chine au Bénin ; il a dit que c'était une situation temporaire due notamment aux problèmes de langues. Mais la Chine est consciente de cette critique et s'engage pour les années à venir à tout mettre en œuvre pour privilégier la valeur ajoutée locale.

Par ailleurs il ne faut pas être obsédé par la Chine, car d'autres partenaires s'intéressent fortement à l'Afrique : l'Inde, la Corée, la Russie et le Brésil. À titre d'exemple, le groupe international Arcelor Mittal investit partout, dans le secteur minier notamment. Il a actuellement un projet de 1,5 milliard de dollars au Sénégal par exemple, ce qui est loin d'être négligeable !

---

*Comment résoudre la question de l'accès à l'eau et à l'énergie qui pèse sur le bien-être de millions d'Africains ?*

---

L'Afrique est le seul continent qui a des réserves d'eau, alors que les ressources en eau se raréfient à travers le monde. L'Afrique n'utilise que 4 % de son potentiel en eau. L'avantage de l'Afrique est que c'est un continent très peu dense et qui a d'énormes réserves en terres arables. Par exemple, le Sahel est exportateur net de protéines animales à travers le bétail sur pied. Le Burkina Faso produit des légumes de contre-saison. De manière générale, c'est une région où il ne manque ni les compétences, ni les connaissances. C'est donc bien le capital qui fait défaut en premier lieu.

---

*Justement, où trouver le capital qui fait défaut ?*

---

Il y a des pistes. Exemple : l'épargne des migrants. Elle représente 19 % du PIB du Sénégal. Elle est à portée de la main si l'on s'en occupe. Ce qui signifie que pour l'investissement, une bonne partie en autofinancement n'est pas impossible.

---

*Et en matière d'énergie ?*

---

Les problèmes de délestage dans la région coûtent au moins un point de croissance aux économies. Les entreprises sont pénalisées par la pénurie de l'offre en électricité. Pourtant en matière d'énergie, la demande est solvable en Afrique de l'Ouest. Et les délestages sont la preuve physique de la solvabilité de la demande et aussi de la croissance de la demande en énergie. Il faut savoir que le prix de l'électricité est très élevé en Afrique. Par exemple Yoplait Bénin paie l'énergie trois fois plus cher que Yoplait France.

L'autre problème réside dans la vétusté des systèmes de transport d'électricité qu'il est difficile d'entretenir pour des demandes très faibles en bout de chaîne (par exemple au Nord du Bénin). Cela est accentué par le fait qu'il n'y a pas eu d'investissements, c'est très compliqué à gérer...

Au niveau des solutions : l'Afrique du Sud a décidé de construire des centrales nucléaires et des centrales de charbon. Ceci est-il possible dans le cadre de la CEDEAO ? Je crois qu'il faut commencer par des choses simples : par exemple le gazoduc qui traverse la région est déjà un élément d'intégration.

Pour aller plus loin dans ce domaine, il faudrait instaurer un partenariat public – privé d'un bout à l'autre de la CEDEAO, car il y a un potentiel important en énergie qui peut être développé dans la région : le gaz du Nigeria, l'hydroélectricité dans plusieurs pays de la région... Puis on pourra songer aux énergies renouvelables, comme les biocarburants, avec le savoir-faire brésilien, ainsi que les centrales thermiques.

Mais quoi qu'il arrive, à moyen terme, il faudra recourir à l'énergie nucléaire pour répondre à la demande. Et cela ne pourra se faire qu'à travers des projets intégrés. En effet, dès lors que l'on recourt au nucléaire, il faut d'immenses moyens, il faut des gens formés, des techniciens, des physiciens. Pour la conduite de tels projets, la France par exemple, qui vend des centrales nucléaires, signe des protocoles de coopération de 10 années avec les pays clients. Actuellement, aucun pays de la CEDEAO (à l'exception peut-être du Nigeria) n'a la capacité de développer seul un tel investissement. Mais il est possible au niveau d'une union des forces de la CEDEAO de mettre sur pied des chantiers titanesques, bien plus compliqués que la construction de routes et de ports.

Un enjeu important de la prochaine génération est l'érection d'une communauté d'énergie électrique, avec des opérateurs d'électricité (comme il y a en pour la téléphonie). L'électricité c'est tellement structurant que la CEDEAO se bâtira forcément autour d'un projet comme cela. Rappelez-vous que c'est la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (la CECA) qui fut à la base de la construction de l'Union européenne. La nouvelle génération est acquise à cet état de choses.